

Les vues d'avenir du PLP sur sa structure

par O. VANAUDENHOVE,
Président du Parti de la Liberté et du Progrès.

★

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous dire que c'est avec joie, avec reconnaissance même, que j'ai accepté l'invitation de l'Institut de Science politique d'occuper sa tribune aujourd'hui.

En ma qualité de président de parti, vous m'avez suggéré comme sujet d'exposé : « Les vues d'avenir du PLP sur sa structure ».

Je me propose d'être bref, pour qu'après mon exposé, on puisse consacrer le temps qu'il faudra à un débat. Je voudrais connaître, surtout, la réaction de vos membres sur certaines idées que je vais avoir l'honneur de développer.

Si vous dites « Les vues d'avenir du PLP sur sa structure », je voudrais, quant à moi, plutôt dire comment le PLP voit l'avenir de notre pays et comment je pense et j'espère que mon parti pourra influencer favorablement l'avenir de la Belgique. Un parti politique n'est pas un but en soi, c'est un moyen. Un moyen d'aider à gouverner et à diriger un pays suivant certaines options, suivant une certaine philosophie et c'est surtout de ces options et de cette philosophie que je voudrais vous parler.

Je voudrais surtout vous dire en quoi le rôle du PLP peut être un peu et parfois même très différent de l'action des autres partis. Je crois que cela aussi est indispensable. Dans un pays démocratique, il faut plusieurs partis, pas trop, mais certainement plus d'un. Les différents partis doivent permettre à l'électeur de faire un choix. En quoi donc l'action du PLP aujourd'hui, et j'espère encore plus demain, dispose-t-elle de solutions originales ? En quoi le parti a-t-il pris des attitudes qui sont différentes de celles des autres partis ?

Tout d'abord, nous avons voulu, dès notre naissance — nous sommes encore un jeune parti, nous avons cinq ans d'âge, et nous avons fêté cet

anniversaire avec éclat d'ailleurs il y a dix jours à peine —, réunir au sein d'une seule et même formation politique, des croyants et des agnostiques. Né de l'ancien Parti libéral qui, il faut bien l'avouer, était un peu et même parfois nettement anti-clérical, nous avons voulu essayer de réunir autour de la même table, des gens d'opinion philosophique et religieuse différentes. Nous avons estimé que ces opinions devaient rester en dehors et au-dessus de la politique et qu'entre hommes de bonne volonté, suite à un dialogue, on devait arriver aux mêmes solutions pour essayer de mieux gouverner l'Etat. Au début, on disait que cet essai était surtout destiné à obtenir aux prochaines élections plus de voix. D'autres disaient que notre expérience était vouée à l'échec puisqu'aussi les deux autres partis, avant nous, avaient fait un essai dans le même sens et sans succès. Eh bien, aujourd'hui, je crois pouvoir dire que si nous avons réussi dans un domaine, c'est certainement dans ce domaine là. Nous avons démontré qu'il est parfaitement possible au sein d'une seule et même famille politique, de rassembler autour d'un même idéal pour arriver aux mêmes conclusions, des hommes qui vont à la messe, et d'autres qui n'y vont pas. Pourquoi avons-nous réussi ? d'abord, parce qu'il ne s'agissait pas, dans notre esprit, d'une opération électorale à courte vue, et que nous avons fait preuve de bonne volonté en intégrant à tous les échelons du parti, des hommes qui n'étaient pas des anciens libéraux, mais dont beaucoup étaient des anciens sociaux-chrétiens et des catholiques convaincus. Nous avons fait preuve de bonne volonté, en leur demandant d'assumer avec nous les responsabilités de la gestion du parti et d'établir avec nous le programme que nous comptons défendre et réaliser.

Nous avons démontré alors, aussi, que nous ne souhaitons pas seulement leur collaboration et leur voix, mais que nous voulions parmi nos mandataires, un nombre suffisamment important de personnalités qui n'étaient pas membres de l'ancien Parti libéral. Et même, quand les élections sont venues, nous avons donné à d'anciens PSC, par exemple, des postes sûrs sur les listes que nous avons proposées au corps électoral.

Je dis que nous avons réussi à nous mettre d'accord sur tous les problèmes qui se sont posés. Le grand problème des écoles libres, neutres et officielles ainsi que d'autres problèmes, nous les avons abordés et nous avons trouvé des solutions auxquelles les uns et les autres pouvaient souscrire. Nous avons eu des discussions sur le problème de la politique familiale et sur d'autres où, normalement, le croyant a un autre point de vue que l'agnostique ; mais, toujours, nous sommes arrivés à des solutions communes.

Donc : première conclusion : indiscutablement cette opération délicate,

et au début difficile, a réussi même au-delà de ce que l'on espérait, puisque je puis dire, aujourd'hui, qu'il n'y a plus de problème.

Alors, vous pouvez me poser la question : « Pour l'avenir du PLP et pour l'avenir du pays, surtout, quelle importance cette politique que vous venez de nous décrire peut-elle avoir ? »

Une grande importance, je crois, surtout à trois points de vue : tout d'abord, le PLP est obligé au dialogue continu. Nous pouvons, demain, avoir des problèmes difficiles où les uns et les autres, d'après leur opinion philosophique et religieuse, pensent différemment. Peut-être faudra-t-il, demain, discuter sur le planning familial ? Eh bien, le PLP, par la façon dont il a été constitué, est bien obligé d'arriver à des solutions communes, des solutions qui devraient être acceptées par les uns et par les autres. Et, dans l'opposition comme au pouvoir, nous pouvons, ainsi, empêcher que le pays puisse connaître encore des luttes idéologiques qui, il faut bien l'avouer, sont aujourd'hui largement dépassées. Et, par notre dialogue permanent, nous aurons une influence aussi sur les autres grands partis qui seront bien obligés de se rendre compte que, même au point de vue électoral, notre attitude a été payante et qu'ils ne seraient plus suivis s'ils voulaient pour une raison ou pour une autre, essayer d'entraîner le pays dans une lutte dont la majorité de l'opinion publique belge ne veut plus.

D'ailleurs, quand on chante encore « A bas la calotte » ce n'est plus tellement à l'ULB — de temps en temps bien sûr — mais c'est beaucoup plus souvent à l'Université de Louvain quand les jeunes flamands catholiques manifestent.

Je crois donc que là, nous allons influencer l'action des deux autres grands partis et enfin, par cette initiative du PLP, et par cette action que nous allons continuer avec obstination et avec foi, nous rendons possible, pour l'avenir, des regroupements politiques encore plus importants. Des regroupements qui, peut-être, seront indispensables dans un avenir plus ou moins rapproché.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la première option, je dirais fondamentale, du PLP qui, je crois, est un apport positif à la vie de la Nation.

Deuxième option fondamentale : le PLP, dès sa naissance, — et ici, nous continuons une tradition de l'ancien Parti libéral — est et reste farouchement attaché à l'union des Belges, et est bien décidé à lutter contre tout ce qui peut provoquer la scission ou l'éloignement de nos communautés. Nous savons qu'actuellement il y a dans notre pays, dans les trois régions, — en Flandre, en Wallonie, et même, c'est paradoxal, à Bruxelles — des petits partis qui, ouvertement, ou plus ou moins d'une façon camouflée, prônent le fédéralisme. Dans un pays libre, on a, si on veut le

faire avec des moyens légaux, bien entendu, le droit de défendre la restructuration fondamentale du pays. L'existence de ces petits partis ne constitue pas pour l'unité nationale un grand danger. Mais le fait que ces petits partis pèsent déjà sur les décisions des deux autres grands partis, peut constituer un danger.

Je ne doute pas un instant de la volonté d'union des dirigeants du PSC et du PSB, mais il est incontestable que l'action des petits partis a déjà eu comme résultat — et c'est au moins un des éléments qui a poussé dans cette direction — que, par exemple, le PSC a deux ailes linguistiques qui ont très souvent difficile à s'entendre sur des problèmes institutionnels et linguistiques ; que le Parti socialiste va organiser un congrès de socialistes flamands à Anvers, un congrès de socialistes wallons à Charleroi, si je ne me trompe. Eh bien, nous, le troisième parti national traditionnel, nous disons « NON » à toute aventure fédéraliste. Pourquoi ? Parce que nous sommes des sentimentaux ? Parce que nous tenons à la Belgique de papa ? Nous sommes, certainement, attachés à notre passé, nous ne voyons aucune raison de ne pas en être fiers, de devoir le renier, mais si nous sommes contre le fédéralisme, c'est parce que nous sommes convaincus que c'est la grande aventure, pas seulement politique, mais qui peut, également, entraîner des drames sur le plan économique, et, par conséquent, sur le plan social.

Nous sommes pour une Belgique moderne qu'il faudra décentraliser, déconcentrer au niveau des provinces. Il faut des solutions hardies. Nous sommes contre un fédéralisme qui, d'ailleurs, est impossible et aboutirait, tôt ou tard, au séparatisme.

Nous sommes d'avis que l'union des Belges est la solution à laquelle nous devons restés attachés. On parle de fédéralisme, mais on n'a encore jamais étudié de fort près ce qu'il serait exactement. Il s'avère de plus en plus clairement, que cela ne constituerait pas seulement une aventure politique, mais aussi une aventure sur le plan économique et les finances de l'Etat.

On a encore parlé de la scission de l'Université de Louvain ; à ce moment là, un accord est intervenu entre quelques professeurs flamands et quelques professeurs francophones qui nous a appris que cette scission, qui est en fait un premier pas important vers le fédéralisme, coûterait la bagatelle de 35 milliards. Ceci, pour dire, je crois, que, là aussi, nous avons un rôle important à jouer : nous nous opposons farouchement au fédéralisme, et je crois que notre position peut être déterminante. Pourquoi ? Si demain, le PLP devait se donner deux ailes, alors, indiscutablement, l'espoir qui est encore vivant dans le cœur de beaucoup de Belges, pourrait s'éteindre et un plus grand nombre de nos compatriotes pourrait, en effet, considérer que c'est la seule solution — même si elle

est mauvaise —, puisque tous les partis politiques belges sembleraient avoir choisi cette voie. Tandis que si le PLP reste farouchement attaché à l'union de tous, je crois que nous influencerons, dans le bon sens, les deux autres grands partis qui essayeront et ne demandent pas mieux de nous enlever un élément électoral de toute première valeur. Je crois donc que, là aussi, le PLP a un rôle important à jouer par le choix qu'il a fait et auquel il reste fidèle, qui est d'éviter que la Belgique n'éclate.

Troisième rôle important que nous avons à jouer : nous allons, — et je crois que nous avons déjà réussi — essayer, toujours davantage, d'éviter que, dans notre pays, certaines opinions philosophiques appartiennent à un parti.

Première hypothèque : je crois pratiquement levée. Seconde hypothèque : nous avons lutté, non seulement pour ne pas vivre l'aventure politique qui pourrait nous mener vers la séparation, mais nous allons aussi agir pour qu'on arrive à des solutions définitives et au point de vue linguistique et au point de vue institutionnel.

Au cours des mois et des années que nous venons de vivre, trop d'énergie a été gaspillée dans ces luttes inutiles qui constituent un handicap et une lourde hypothèque pour notre pays.

Quand je vois les heures, les jours, les nuits que les membres du Gouvernement, les présidents des partis, les hommes politiques doivent consacrer à essayer de concilier des points de vue différents sur le plan linguistique, par exemple, le temps que la Belgique, les hommes politiques ont déjà perdu pour le problème des Fourons, alors qu'on laisse pourrir les autres grands problèmes qui se posent, je vous dis que, dans l'intérêt de tous, cette hypothèque doit être levée définitivement, qu'il faut arriver à des solutions, non pas acceptées par tous, — c'est exclu — mais par la grande majorité des Belges bien décidés à résoudre définitivement le problème.

On peut parler, alors, de ce qu'est le rôle des partis politiques : « Comment voulez-vous que l'Etat soit dirigé ? »

Si beaucoup de choses ne vont pas dans le pays, je crois que c'est surtout parce que les élections que nous avons vécues depuis la libération, n'ont pas été claires et nettes, qu'on n'a pas demandé à l'électeur : « Comment voulez-vous que notre pays soit dirigé ? » On a connu des élections dominées par la question royale, on a connu des élections dominées par des questions secondaires, des élections dominées par des problèmes linguistiques ; parfois, on votait pour une diminution du service militaire ou pour l'augmentation des pensions de vieillesse. Les partis n'ont plus, depuis la libération, demandé à leurs électeurs, clairement : « Voilà un programme de gestion de l'Etat, est-ce de cette façon que vous voulez que votre pays soit dirigé ? ». Bien sûr, on parle encore de gauche

et de droite, mais qu'est-ce que la gauche et la droite dans les circonstances actuelles ? Les libéraux étaient considérés au Parlement comme la gauche libérale, le PLP est maintenant au milieu et nous avons encore ce que l'on appelle à notre droite, la droite catholique alors que, dans cette droite, il y a beaucoup de démocrate-chrétiens qui regardent souvent du côté de la gauche socialiste.

Quand on parle du parti conservateur progressiste, qui est le véritable progressiste et qui, en fait, est conservateur ? Est-il conservateur, celui qui estime qu'après avoir assuré aux travailleurs la sécurité sociale suffisante, pense qu'il faut, maintenant, augmenter surtout le salaire direct, faire confiance à l'homme, lui permettre de disposer librement des résultats de son travail ? Qui est progressiste ou conservateur ? Celui qui désire construire beaucoup d'immeubles pour les louer à celui qui fait partie d'une organisation para-politique ou le véritable progressiste est-il celui qui dit qu'il faut permettre à ceux qui le désirent de construire leur propre maison ? Donc, là encore, conservateur et progressiste, ce sont des mots. On ne sait jamais exactement ce qu'ils cachent. Je crois que dans notre pays, où, pour le moment le danger d'avoir un régime marxiste semble provisoirement au moins éliminé, il y a deux façons de diriger l'Etat : la première, c'est de demander au Gouvernement de s'occuper un peu de tout, de dominer toute la vie, pas seulement politique mais aussi économique, sociale, financière, d'estimer que vraiment on ne puisse rien faire où le Gouvernement n'ait son mot à dire. Un Gouvernement, aussi, qui fait la redistribution des revenus ; que dira-t-on de ce Gouvernement ? Qu'il est fort social mais qu'il a aussi quelques inconvénients : tout d'abord, en s'occupant de tout, il ne s'occupe de rien et en s'occupant mal de tout, on va toujours et sans cesse augmenter les dépenses de l'Etat et, ce qui est inévitable, vous le savez, les recettes, c'est-à-dire les impôts. Il y a une autre façon de diriger l'Etat : c'est d'avoir un Gouvernement d'un état fort qui a un rôle important à remplir mais qui refuse de s'occuper de tout et qui décide de s'occuper bien de ce qui est de son ressort. Et qu'est-ce qui est de son ressort ? Par exemple, en premier lieu, donner au pays des finances saines, équilibrées, sans être toujours obligé de chercher des recettes supplémentaires. Un effort qui, grâce à des finances saines, peut faire une grande politique d'infrastructure publique, puisque cela est uniquement de son ressort et de ce qu'on appelle les pouvoirs subordonnés. Un pays aussi qui sait que l'urbanisme est de son ressort et qui refuse de laisser construire n'importe où, n'importe comment, mais qui doit distribuer le territoire dans l'intérêt de tous. Un Gouvernement qui, par sa politique financière saine, a des réserves pour le jour où se présente un plafonnement économique et qui peut, à ce moment-là, par ses réserves, agir bien, agir vite pour éviter que les

plafonnements économiques deviennent des récessions et durent longtemps. Un Gouvernement qui, bien entendu, a dans sa compétence, l'armée, mais qui sait que les milliards que l'on y dépense doivent être utilisés d'une façon telle que cette armée soit valable aussi et surtout, dans le cas de conflit. Un Gouvernement qui, au point de vue économique, stimule, bien sûr, mais qui ne saupoudre pas toute la vie économique de la Nation et qui réserve ses moyens, par exemple, pour les régions qui connaissent un déclin et où, par l'aide de l'Etat, ce déclin sera moins profond et pourra même être vaincu. Voilà, évidemment, un résumé de ce que l'Etat, selon moi, peut faire.

Est-ce un Etat moins social, j'en doute, parce qu'il évitera un chômage important et donnera du travail à ceux qui le désirent ? Ce sera, en tout cas, un Etat plus viril qui, s'il prend ses responsabilités, y répond, résoud les problèmes ; un Etat qui n'a pas peur de dire que l'effort doit être récompensé et que celui qui travaille et qui produit a droit à une partie importante des résultats de son travail, en sachant que cet effort profite à toute la collectivité.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, un choix que le PLP a fait, mais que, jusqu'à présent, pour différentes raisons, on n'a pas encore exposé clairement et honnêtement au corps électoral. Pourtant, je crois qu'un jour, il faudra y arriver, et que c'est l'électeur qui dira de quelle façon il veut, qu'à l'avenir, son pays soit gouverné.

Voilà donc les vues d'avenir du PLP sur l'avenir du pays, de son pays, de notre pays.

Quelle est maintenant, comme conclusion de tout ce qui précède, mes vues, sur l'avenir du PLP ?

Je crois que j'ai le droit, comme Président, d'être optimiste. Tout d'abord, grâce à ce qui s'est déjà passé — nous avons créé ce parti il y a cinq ans — nous avons hérité des effectifs de l'ancien Parti libéral qui avait 20 députés et 17 sénateurs et qui représentait 11,5 % du corps électoral. Le PLP, lui, est arrivé, aux premières élections législatives, à 21,5 % des voix, avec 48 Députés et 40 Sénateurs.

Voilà la première preuve que la formule nouvelle avait l'appui d'une partie de l'opinion publique.

Nous avons, aussi, profité de ces cinq années d'opposition, pour bien structurer le Parti aussi bien au point de vue local, fédéral, que national.

Nous avons, aussi, estimé qu'il était temps de faire admettre librement par les membres de ce Parti, une certaine discipline en sachant bien qu'un parti ne peut valablement agir dans l'opposition et surtout au pouvoir, que s'il y règne une certaine discipline librement consentie, surtout, pour les moments difficiles que tous les partis, dans l'opposition, mais surtout au pouvoir, sont obligés de traverser.

Donc, le PLP, en très peu de temps, je crois, a réalisé une avance appréciable en ce qui concerne son avenir. Tous les partis connaissent des hauts et des bas, et personne ne peut prévoir les élections, surtout, quand on ne sait pas encore quand et dans quelles conditions ces élections auront lieu. Mais je suis certain que, pour l'avenir, dans un avenir prochain et lointain, le PLP deviendra un parti de plus en plus important. Pourquoi ? Parce que les trois options fondamentales sur lesquelles nous avons construit ce parti, répondent, indiscutablement, au vœu d'un nombre plus élevé que 22 % des électeurs.

A nous, de présenter notre programme d'une façon plus claire et plus nette encore que dans le passé. A nous, par des moyens modernes, à convaincre les gens qui hésitent, qui ne savent pas quelle est la meilleure solution, à nous d'essayer de leur démontrer que c'est la nôtre.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai promis d'être court, surtout, pour permettre à vos membres, de me poser des questions, de ne pas être d'accord avec moi, de critiquer ce que j'ai dit. Je voudrais, surtout, dans quelques instants, sortir de cette salle, ayant appris l'une ou l'autre chose. Je veux, en tout cas, vous dire, si vous me questionnez sur l'avenir du parti que j'ai l'honneur de présider, que je suis optimiste, mais que ce qui me préoccupe, ce qui est bien plus important encore, c'est l'avenir de notre pays, et je veux, en tout cas, vous assurer que ce que nous, PLP poursuivons en tout premier lieu, ce n'est pas tellement servir le PLP, non, c'est servir la Belgique.

